

ratrice régente. Les circonstances étant telles, le gouvernement impérial de Russie ne voit pas de motifs suffisants pour que les légations étrangères accréditées près le gouvernement chinois demeurent plus longtemps à Pékin.

“ Le gouvernement a donc décidé de rappeler à Tien-Tsin, son ministre, M. de Giers, avec toute la légation; les troupes russes l’y accompagneront, leur présence désormais à Pékin n’ayant plus de but, d’après les déclarations plusieurs fois répétées et fermes du gouvernement, du moment que la tâche qui leur était fixée ne semble plus avoir de chance d’être accomplie.

“ Aussitôt qu’un gouvernement chinois régulier prendra de nouveau en main les rênes de l’État et nommera des représentants dotés de pleins pouvoirs pour traiter avec les puissances, la Russie ne manquera pas, de son côté, après entente avec toutes les puissances étrangères, d’envoyer ses fondés de pouvoir en tel lieu où devront se faire les négociations.

“ En vous ordonnant de porter tout ce qui est ci-dessus à la connaissance du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, nous espérons que ce gouvernement partagera notre opinion.”

Cette note a produit une profonde sensation. On y a vu l’intention de faire échec à la politique agressive et ultra-belliqueuse de Guillaume II, et aux visées ambitieuses de l’Angleterre. Dès que la circulaire russe a été connue, le sentiment courant dans les cercles diplomatiques a été qu’elle recevrait l’adhésion de la France, des États-Unis et peut-être du Japon, mais que l’Angleterre et l’Allemagne refuseraient d’y acquiescer. L’opinion publique anglaise s’est prononcée dans un sens hostile. En un mot le concert européen semble fortement menacé par l’attitude du gouvernement russe.

Après la note russe, est venue la note allemande. Elle a été adressée par le chancelier Von Buelow, au nom du gouvernement de l’empereur, aux États-Unis, à la France, à l’Angleterre, à la Russie, à l’Autriche, à l’Italie, et au Japon. En voici le texte:

“ Le gouvernement de l’empereur est d’opinion que, comme mesure préliminaire, avant d’entrer en relations diplomatiques avec le gouvernement chinois, il faut que les personnes qui ont été convaincues d’avoir été les vrais instigateurs des